



ARRÊTÉ MUNICIPAL

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE LA POLICE ADMINISTRATIVE
PERMIS DE STATIONNEMENT

N° : PA 2025-**918**
Date : **07 NOV. 2025**

Mis en ligne le : **07 NOV. 2025**

Objet : Modification de l'arrêté municipal n° PA 2025-862 du 20 octobre 2025
N° d'acte : 3.5

Le Maire de Vitrolles,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-1 et suivants lui conférant des pouvoirs généraux en matière de Police ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L2122-1 et suivants ;

Vu l'arrêté municipal n° PA 2025-862 du 20 octobre 2025, portant autorisation d'occupation temporaire de domaine public pour l'installation d'un échafaudage ;

Vu l'arrêté municipal n° 24-08 du 11 avril 2024 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Claude MATHON dans le cadre des activités d'occupation du domaine public ;

Considérant qu'une erreur matérielle s'est glissée dans le calcul de la redevance ;

ARRÊTE

Article 1

L'article 8 de l'arrêté municipal n° PA 2025-862 du 20 octobre 2025 est modifié comme suit :

La société PROBAT, 220 avenue de la plaine brunette à 13600 La Ciotat, devra s'acquitter d'une redevance d'occupation du domaine public pour "installation d'un échafaudage". Cette redevance est fixée à 1,70 euro (un euro soixante-dix centimes) par jour et par mètre linéaire, soit pour 6 mètres linéaires, 10,20 euros/jour soit **102 euros** pour la période du 5 au 14 novembre 2025. Le paiement devra être effectué dans un délai de 30 jours, à réception du titre de recouvrement de la perception.

Article 2

Les autres dispositions de l'arrêté municipal n° PA 2025-862 du 20 octobre 2025 sont inchangées.

Article 3

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à partir de sa publication ou de sa notification, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4

Le présent arrêté entre en vigueur dès sa signature et les formalités de l'article L2131-1 du CGCT accomplies. Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Sous-Préfecture d'Istres,
- Monsieur le Directeur Général des Services,
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur de la Voirie Réseau Circulation,
- Monsieur le Commissaire Divisionnaire de la Police Nationale,
- Monsieur le Chef du Centre d'Incendie et de Secours de Vitrolles.

Jean-Claude MATHON
Conseiller Municipal, Délégué à
L'Occupation du Domaine Public

